



**La Grande bibliothèque
du Québec** ☐☐

Pour une avant-pensée culturelle

Allocution de la présidente-directrice générale de
la Grande bibliothèque du Québec
Madame Lise Bissonnette

à l'Institut d'administration publique
de Québec

Québec, le 8 février 2001

(La version lue fait foi)

L'un de mes collègues d'autrefois, souvent invité avec moi à prédire l'avenir, disait que nous finirions par bouffer du verre à force d'abuser de l'usage de la boule de cristal. Façon de m'inciter à la prudence quand on me demande de décrire « la société de demain » et façon aussi de rappeler que seuls les charlatans, qui ne sont heureusement pas tous journalistes, prétendent avoir une vision claire du futur. Ainsi j'aurai la sagesse de m'attacher surtout au présent en devisant devant vous « des valeurs, de la culture et des arts ». Et m'adressant à des gestionnaires publics dont je suis désormais, je m'intéresserai à la place qu'occupe la culture dans le paysage que notre travail façonne.

Disons-le tout de go, cette place est encore marginale malgré la multiplication des activités culturelles et des apparences de progrès. Après avoir esquissé quelques explications de cet état de fait - explications qui ne sont jamais que ma perception personnelle des choses - je tenterai non pas de prédire ce que demain sera mais bien ce qu'il pourrait devenir si, une bonne fois, nous décidions d'intégrer vraiment la perspective culturelle à nos choix de société.

Pourquoi parler de marginalité alors que le bruit des choses vues et entendues, de la télé au théâtre, de la rue au musée, semble désormais animer constamment nos villes et nos villages? Parce que l'idée même de culture est toujours, malgré l'amplification des activités, un post-scriptum, une arrière-pensée, un superflu, ce qu'on se paie quand tout le reste est assuré. Avant de vous rencontrer j'ai repris, comme je le fais si souvent, mon pèlerinage dans le meilleur ouvrage que je connaisse sur la Révolution tranquille, le plus inspirant mais aussi le plus lucide et parfois le plus amer, les trois tomes des mémoires de Georges-Émile Lapalme, publiées au tournant des années 70 chez Leméac. Auteur du programme qui porta en 1960 au pouvoir le Parti libéral du Québec mais qui porta surtout l'espoir immense d'une libération et de notre pleine entrée en modernité. M. Lapalme a décrit avec une justesse qui n'a jamais été surpassée l'objectif qu'il croyait alors celui des réformateurs du Québec. « Pour croire à l'économique, rappellent ses Mémoires, il faut d'abord croire à quelque chose d'autre. Il faut s'appuyer soit sur l'intervention politique soit sur l'émergence, au niveau de la conscience, d'un concept culturel majeur. Nous avons cru aux deux. » Rédigeant ce texte en 1971,

douze ans après avoir écrit le programme politique et sept ans après avoir démissionné du poste de ministre des Affaires culturelles, ce ministère qu'il avait créé lui-même en 1961, M. Lapalme concluait déjà que cette idée, celle de « concevoir l'État provincial comme un phénomène culturel » n'avait été qu'une abstraction durant la décennie écoulée.

Le dirait-il encore aujourd'hui? Je le crois. Certes, il y a un monde entre la « misère poétique » où croupissait le ministère qu'on avait consenti à M. Lapalme comme une obole à un quémandeur, et les structures publiques qui encadrent aujourd'hui les développements culturels. Pensons au ministère de la Culture et des Communications avec son réseau de treize organismes et sociétés d'État à l'œuvre dans tous les domaines du soutien aux arts et aux industries culturelles; pensons aux conseils régionaux de la culture, aux équipements municipaux, au réseau associatif diversifié qui dialogue constamment avec ces structures publiques. Il est loin le temps où, le ministre ayant voulu acquérir un Riopelle pour la province, le Trésor déléguait en galerie un fonctionnaire subalterne qui bloquait l'achat en clamant que sa femme pouvait peindre mieux les dimanches après-midi. Et

le temps où on refusait avec indignation au même ministre la plus petite aire de protection autour des monuments historiques. Et le temps où un fonctionnaire des Finances avait le pouvoir de proposer la fermeture de la bibliothèque St-Sulpice, ce rare joyau de lecture publique, et où un conseil des ministres, composé de personnes plutôt scolarisées, se moquait ouvertement de ce ministère comme d'une « bébelle ».

Le climat a beaucoup changé, les barbares ont au moins appris à se taire et le Québec, c'est indéniable, s'est couvert d'un réseau d'organismes et d'activités culturelles qui, bon an mal an, trouve écho dans un murmure médiatique hier plutôt inexistant, et aujourd'hui rentable. Pourtant, quand on y regarde de plus près, la vieille perception de la culture comme superflu, comme écume des choses essentielles, a tranquillement traversé les générations. Je pourrais en donner des dizaines d'exemples. En commençant par celui qui me touche le plus, celui de l'édification de la Grande bibliothèque du Québec. Nous avons un lourd dossier de presse pour démontrer que le plus grand sujet de débat, autour de ce projet, n'a eu à peu près rien à voir avec son contenu mais s'est plutôt obsédé des

millions (98,6 en incluant le coût du stationnement autofinancé) que le bâtiment va exiger. Et les plus affolés par la dépense, pourtant bien modeste eu égard à tant d'autres projets semblables dans le monde, ont souvent été les milieux culturels eux-mêmes. Or il y a plusieurs mois maintenant, la Caisse de dépôt et de placement du Québec a annoncé la construction d'un immeuble pour ses bureaux montréalais dont le coût atteindra, à terme, 150 millions \$. J'attends encore la publication d'une ligne ou la formulation d'un commentaire, même dans les milieux culturels, autour de ce projet. Était-il vraiment nécessaire? Doit-il être si coûteux? Quelle sera son utilité sociale? Sa qualité conviviale? Son rapport aux citoyens? Je ne dis pas que les réponses à ces questions seraient négatives, je n'en sais rien parce que personne n'en parle. Et personne n'en parle parce que les investissements d'une Caisse de dépôt, qui incarne la primauté de l'économie dans notre existence, vont de soi. Tandis que les investissements culturels sont évidemment un luxe, une sorte de caviar et de champagne qu'il est toujours vaguement peccamineux de se permettre. Ce n'est pas un hasard si presque tous les projets de création d'équipements culturels, dans nos régions encore sous-développées à cet

égard, tournent si souvent au débat interminable, au référendum sur le règlement d'emprunt, au détour par la démonstration des retombées économiques, au report aux calendes grecques, au piège politique qui sème la terreur. Même si elles ne boudent plus aussi souvent les bibliothèques et les salles de spectacles, nos collectivités ont bien intériorisé le message de la différence entre un investissement productif (c'est-à-dire relevant de la sphère économique ou même sociale comme un hôpital ou une école) et celui d'un investissement perçu comme improductif (c'est-à-dire relevant de la sphère culturelle). Elles y pensent à plusieurs fois avant de se payer ce qu'elles perçoivent, encore et toujours, comme du superflu, pour ne pas dire de la dentelle.

Les valeurs collectives naissent de conditionnements collectifs, et ceux que je déplore ici sont bien ancrés, en plus d'avoir un bel avenir devant eux. Voici une autre indication certaine de marginalité de la culture : malgré une notable augmentation des activités culturelles à l'école, malgré l'adoption d'un protocole de collaboration entre les ministères de l'Éducation et de la Culture, le discours actuel sur l'éducation, embrassé

avec enthousiasme par maints universitaires et éducateurs de premier plan, est plus « économiste » que jamais, plus braqué sur les connaissances étroitement utilitaires, au détriment des « lumières » tellement plus gratuites que sont les disciplines culturelles. Partout, les enseignements de lettres, de philosophie, de musique, de beaux-arts sont soit en voie de « définancement », soit menacés de disparition, soit détournés de leurs fins. (Des départements de philosophie évitent le pire en se mettant au service d'autres enseignements, en enseignant l'éthique ou la logique dans les départements de gestion ou de science, par exemple). On vient de voir, il y a à peine quelques jours, ce raisonnement utilitariste à l'œuvre dans les cégeps où la Commission d'évaluation des enseignements propose de sacrifier l'enseignement littéraire à l'enseignement de la langue, c'est-à-dire de sacrifier l'éveil culturel à la maîtrise d'un outil, comme s'il n'y avait aucun moyen de concilier ces deux réalités parentes. Et avez-vous vu la réclame télévisuelle des cégeps pour convaincre les finissants du secondaire de s'inscrire chez eux? Elle était diffusée sur RDS, ce qui en dit déjà long. Sur fond et image de spectacle rap, on répète un message brutal : mets quelque chose dans ta tête si tu veux mettre quelque chose dans tes

poches. Ainsi va l'ordre des valeurs. Des milliers d'autobus jaunes pourront amener des milliers d'écoliers au musée ou au théâtre deux ou trois fois par année, des centaines d'écrivains aller rencontrer les élèves en classe, et quelques professeurs pourront s'ajouter, ici et là, au nombre déjà infime d'enseignants spécialisés en art. Le message de fond restera le même : la culture n'est pas une finalité de l'éducation et de l'apprentissage, elle n'en est qu'un complément. Et ce qui compte – au sens littéral du terme – est ailleurs.

Quelques hypothèses

Et pourtant, le Québec ne cesse de faire la leçon à autrui sur le caractère fondamental de sa différence culturelle, quasiment présentée au reste de l'Amérique et du monde comme une différence ontologique. D'où vient cette étonnante contradiction entre notre prétention et nos actes? Certaines explications sont tentantes. Serait-ce notre vieux fond catholique qui craint toujours, un siècle après avoir combattu les bibliothèques publiques par exemple, le caractère subversif de la véritable expérience culturelle?

Serait-ce notre évidente participation au pragmatisme nord-américain qui confond souvent sans vergogne et avec enthousiasme culture et show-business? Serait-ce la crainte de passer pour des pelleteurs de nuages? Après tout, un maire d'une ville québécoise s'est fait élire il y a peu en se vantant d'aller prendre une marche, à Paris, quand sa femme décide de se rendre au Louvre. La culture a encore une de ces connotations un peu féminines qui rend les vrais hommes nerveux.

S'agissant de valeurs, ces explications générales peuvent avoir un certain fondement. Mais on peut et doit creuser un peu plus. Je crois, pour ma part, que la marginalité persistante de l'idée de culture, son incapacité à prendre sa place au centre de nos préoccupations collectives, de devenir une véritable référence pour notre qualité de vie, tient à notre difficulté d'arriver à une véritable démocratisation culturelle, un objectif pourtant présent dans la plupart des discours publics sur le sujet depuis la Révolution tranquille. Démocratiser, ce n'est pas seulement ouvrir des portes et dire que tout est accessible, créer des équipements et soutenir des activités. Rendre accessible, ce n'est que le premier pas. Démocratiser,

c'est faire ensuite en sorte que chacun, d'où qu'il vienne, puisse trouver matière à épanouissement en passant par cet accès. C'est aller chercher des populations éloignées de l'expérience culturelle, le plus souvent à cause de leur statut socio-économique, et les amener à la partager, comme au banquet de Platon. Or bien que l'analyse en fonction des classes sociales soit en pratique disparue aujourd'hui de nos statistiques culturelles, il reste facile de constater que les inégalités de revenu et de statut sont toujours au cœur du problème. En scrutant bien les quelques données croisées que nous possédons, on constate que la scolarisation et le revenu sont encore et toujours les prédicteurs le plus sûr de la fréquentation ou de la pratique d'activités culturelles.

Dans ces conditions, évidemment, c'est l'école et son message qui détiennent la clé, comme je l'évoquais plus haut. Pourquoi, en se massifiant, le système d'éducation n'a-t-il pas réussi à inculquer des valeurs culturelles au plus grand nombre? On peut faire diverses hypothèses, dont celle de se rappeler que l'école de notre enfance, d'avant la Révolution tranquille, était loin d'être aussi culturelle que les

nostalgiques le prétendent et qu'elle a donc continué sur sa lancée. On peut aussi penser que notre rattrapage en matière de scolarisation, survenu très tard eu égard à d'autres sociétés industrialisées, a coïncidé avec des changements majeurs dans la structure économique du Québec, et que ces changements ont aussitôt poussé l'exigence culturelle sur les bas-côtés, avant même qu'elle puisse se manifester. Notre célèbre *Québec inc*, suivi de près par la nouvelle économie, a en effet eu besoin d'un énorme bassin de travailleurs qualifiés et notre vieux mépris de l'école s'est transformé, depuis une vingtaine d'années désormais, en un appétit de diplômés dont les connaissances importent moins que les « compétences », pour reprendre un terme dont la popularité n'est pas un effet du hasard. Car il réduit évidemment l'objectif de l'acquisition des savoirs à leur seule utilité. L'effet de cette demande externe sur la « programmation » de l'école québécoise a été brutal, il est sensible jusqu'à l'école maternelle. Et ce n'est pas un hasard si, dans tous les ordres d'enseignement, le terme « formation » a partout remplacé le mot « éducation » ou « enseignement ». Il ne s'agit plus de viser à l'épanouissement de tout

l'être mais bien à sa mise en forme pour des besoins précis. Faut-il se questionner sur le recrutement et la formation des maîtres?

À cette tendance lourde, j'en ajouterais une autre, qui tient à l'évolution même du milieu culturel. Au fur et à mesure que l'État a cessé de boudier l'activité culturelle ou de la négliger ouvertement, les crédits et moyens qu'il a consentis ont été cooptés par les « producteurs » de culture plutôt que par un travail direct de stimulation de la participation culturelle. Les grandes charnières de l'action culturelle publique, depuis une quinzaine d'années, sont probantes à cet égard. En 1987, le gouvernement adoptait la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, puis en 1988 la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs*. Après avoir ainsi rehaussé le statut des artistes de toutes disciplines, le gouvernement adoptait en 1992 et en 1994 les lois-cadres du soutien financier aux producteurs culturels, qu'ils soient artistes ou entrepreneurs; ce fut d'abord la création du Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ), puis celle de

la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). Ce travail législatif majeur a été accompagné d'important débats publics, notamment en diverses commissions parlementaires, où les différentes associations artistiques et groupes de pression sont venus déplorer, avec raison, les difficiles conditions d'exercice de leur art ou de leur métier.

Partout, du côté du gouvernement comme des porte-parole du milieu, on présumait que l'amélioration de ces conditions, le rehaussement du soutien à l'art, aux artistes et aux entreprises qui relaient leur offre – a-t-on assez parlé du fameux 1% du budget de l'État à consacrer aux arts, mesure magique -, allaient par définition susciter une plus forte demande culturelle, pénétrer chez un plus large public, réaliser automatiquement la démocratisation culturelle tant désirée. Or tel n'est pas le cas, malgré quelques progrès. Il est vrai que l'offre culturelle stimule la demande. Que la construction d'une bibliothèque digne de ce nom, dans une petite ou grande agglomération, aboutit toujours à une augmentation substantielle de la fréquentation, comme c'est le cas pour la construction d'une salle de spectacles. L'investissement dans les équipements et l'offre d'activités ou

de produits sont évidemment un préalable à l'augmentation des contacts avec la culture. Mais tout ce travail sur l'offre ne suffit pas, comme nous l'enseignent nos statistiques culturelles, qui témoignent d'une stagnation du taux de lecture ou de fréquentation des lieux culturels en général, dont les musées. Il est donc temps, à mon avis, de repenser l'action culturelle publique en l'équilibrant et de diriger une partie des nouveaux investissements – il y en a toujours quoi qu'on en dise – vers le soutien direct aux activités de participation, notamment à l'école.

Enfin une troisième explication de la marginalité de nos valeurs culturelles me semble être le trompe-l'œil du show-business. Il serait stupide de bouder son développement extraordinaire puisqu'il fait du Québec un des rares endroits en Amérique du Nord où le *star system* génère d'énormes retombées locales plutôt que de prendre entièrement le chemin des grands centres de production aux États-Unis, et qu'il est indispensable à nos sociétés, qui souffrent de stress et ont autant besoin de détente que les individus. Mais l'innocente confusion que nous faisons ici entre loisirs et culture finit par être une insulte à l'intelligence. Non je n'accepterai jamais

une pédagogie qui décréterait une équivalence entre Xenakis et le heavy metal, entre les monologues comiques et le théâtre de Michel-Marc Bouchard, entre l'écriture de vers rappeurs et la prose de Flaubert ou de Marie-Claire Blais. Et il ne s'agit pas ici d'une opposition entre culture populaire et culture d'élite, comme s'empressent de le dire tant de démagogues. Il s'agit de reconnaître, comme nous l'a si bellement enseigné Fernand Dumont en se fondant sur son propre cheminement, que l'expérience culturelle est une invitation au voyage, à une migration qui va du plaisir immédiat jusqu'à la recherche et à la découverte de sens, ce qui change le rapport à la vie. Nous ne réussirons jamais à rassembler tous nos concitoyens pour ce voyage, mais nous ne devons jamais cesser d'y tendre, d'abord et avant tout. Et c'est ce que nous avons tendance à oublier, en prenant le bruit du spectacle pour une preuve de vitalité culturelle.

L'avenir sera fait de nos choix

De quoi demain sera-t-il fait? Tout dépend de nos choix. Je me contenterai d'ouvrir une fenêtre, ici, sur des retombées possibles de choix qui seraient

vraiment culturels. Généralement, on nous vend les retombées économiques de la culture par le tourisme, ou par la création d'un certain nombre d'emplois. Allons un peu plus loin. Évoquons les perspectives qui s'ouvriraient pour certains de nos grands débats de société, aujourd'hui, si le « phénomène culturel » était au centre de nos valeurs.

Nous débattons de nationalisme civique, de sens de la citoyenneté, de relations harmonieuses entre communautés culturelles. Nous vivons, à cet égard, dans l'inquiétude si ce n'est le malaise perpétuel. Or il n'y a pas d'endroit, au Québec, où les relations dites « interculturelles » soient plus simples, plus naturelles, et même plus fraternelles, que dans les milieux artistiques (danse, musique, beaux-arts, littérature) . Là les créateurs de toutes origines et milieux se côtoient sans passer leur temps à se demander comment s'approprier, sans s'imposer de laborieuses et souvent stériles dynamiques de groupe où chacun s'excuse d'exister ou accuse l'autre de ne pas reconnaître son existence, à la recherche d'une évanescence définition de ce que serait la « communauté ». S'il y a un creuset pluriel, dans le Québec contemporain, c'est en ces milieux qu'il apparaît. Or au

récent Forum sur la citoyenneté où je participais à un panel, j'ai compté cinq représentants du milieu des arts parmi les quelque 400 invités, dont une majorité provenaient de milieux communautaires préoccupés de rapprochement interculturel, qui ont débattu de ces questions pendant deux jours. La réflexion sur la citoyenneté, en se faisant hors culture, se coupe ainsi de son expérience la plus porteuse.

Nous débattons d'environnement, d'aménagement du territoire. Or à deux pas d'ici, l'île d'Orléans, un patrimoine qui appartient à l'ensemble de la collectivité québécoise, continue à se dégrader sous le boulot de promoteurs immobiliers qui obtiennent un dézonage pour construire leurs affreuses maisons banlieusardes en série, en briques roses et faux toits canadiens, avec égouts se déversant directement dans le fleuve. On peut toujours accuser le laxisme réglementaire. Mais où est la racine du mal? Dans l'ignorance de l'histoire, et notamment de l'histoire de l'architecture, des formes, du design et, faut-il le dire, des canons de la beauté. Dans l'ignorance, même, de la poésie. Un peuple qui aurait le moindrement écouté ses poètes n'aurait pas construit de centres commerciaux en bordure

de son fleuve, se serait inquiété du massacre de ses forêts, et ne trouverait pas que les parcs urbains sont des luxes, comme je l'entends répéter ici même, à Québec, à propos du jardin public du quartier Saint-Roch. Et il n'aurait de cesse de restaurer ses paysages, ses bâtiments, tout en ayant de la curiosité et même de la fierté pour les réalisations architecturales contemporaines. Pourquoi est-ce possible à Bilbao, dont l'histoire ressemble à la nôtre, et pas ici?

Nous débattons des moyens d'attirer les investissements internationaux, et nous mettons en vitrine notre main-d'œuvre qualifiée mais pas chère, nos résidences et notre gastronomie à prix raisonnable. Que faisons-nous des facteurs personnels de décision d'établissement à l'étranger? Ils sont lourdement culturels. Ce n'est pas le PIB de la France, la performance de ses financiers, ou des exploits technologiques qui font de Paris et de tout l'Hexagone un lieu rêvé de migration, de séjour temporaire court ou long. C'est la qualité de vie culturelle, le sentiment de toucher là, tant par le patrimoine que par la création actuelle, un lieu générateur de sens. Pour avoir eu des conversations avec des dirigeants d'organismes attirés chez

nous par l'organisme Montréal international, je sais que cette quête culturelle est fréquente et que nous la traitons pourtant, trop souvent, comme une affaire accessoire.

Nous débattons de sens de l'appartenance, de façons plus contemporaines de le développer, non seulement chez les nouveaux arrivants mais chez tous les Québécois qui ne vivent presque plus en tribus familiales, qui éprouvent la solitude des villes, qui se perdent dans des milieux atomisés, dans une jungle économique, qui ont perdu d'anciens repères et ne les retrouveront pas, quoi qu'en disent les nostalgiques ou les vendeurs de croissance personnelle et de solutions nouvel âge. L'expérience culturelle est pourtant l'une des plus communicatives. La fraternité des foules, au théâtre ou au concert de rue, la rencontre en bibliothèque avec des écrivains qui disent le monde actuel, le regard sur l'art public comme un signe dans les villes, tout cela change le rapport à la dureté actuelle de la vie en société. Et pourtant nous comptons moins de cinquante municipalités membres de l'organisme Les Arts et la Ville, qui informe et anime les collectivités autour de ce type de développement, et moins de

cinquante aussi qui ont signé avec le ministère de la Culture une entente de développement culturel, et à peine plus de 80, y compris les MRC, qui se sont dotées d'une politique de développement culturel. Et ce maigre compte date d'avant les fusions...

Nous débattons aussi de notre participation aux affaires de la planète, au phénomène de la mondialisation car, paraît-il nous ne sommes plus frileux. Mais quelle sera la nature de notre partition dans cette nouvelle version du concert des nations? Avons-nous remarqué que les quelques reconnaissances qui nous sont accordées le sont à nos productions culturelles plus souvent qu'à nos exploits technologiques pourtant réels. Et que ces reconnaissances s'adressent non seulement à notre show-business mais aux plus exigeantes de nos œuvres d'auteur, comme c'est le cas en danse contemporaine, en musique, en théâtre, en cinéma?

Toutes ces perspectives ne sont pas des rêves mais des volontés à développer si nous décidions collectivement de placer la culture en avant-pensée plutôt qu'en arrière-pensée de nos choix sociaux, économiques,

politiques. Analyser chacune des politiques publiques en fonction de leur effet sur le développement culturel, cela se pourrait. Demander à tous les organismes publics de rendre compte des impacts culturels de leurs actions, comme on le fait pour l'environnement ou pour l'emploi, cela se pourrait. Et revoir le système d'éducation en faisant de la culture, ce merveilleux gage d'autonomie personnelle, le moteur même de l'apprentissage, cela se pourrait aussi.

C'est volontairement que je ne vous ai pas parlé des grandes institutions culturelles publiques, qu'il faut distinguer des entreprises culturelles, et qui sont indispensables à la démocratisation car elles ne sont pas d'abord guidées par la rentabilité, la renommée ou le profit. Parce qu'elles peuvent se consacrer au partage. J'ai d'autres occasions de prononcer des plaidoyers *pro domo*. Mais je ne peux m'empêcher, en vous quittant, de répéter aux plus sceptiques une vérité profonde, et percutante étant donné les arbitrages financiers de l'État que nous vivons tous douloureusement. Je la tiens d'un sage que j'ai rencontré à Bonaventure, l'année dernière, quand

m'y a mené une tournée régionale. « S'il y avait plus de monde dans les bibliothèques, m'a-t-il dit, il y en aurait moins dans les hôpitaux... »

Certes, il s'agit d'un raccourci caricatural. La lecture ne peut éradiquer la maladie. Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que l'individu dont l'expérience culturelle nourrit et fortifie les ressources intérieures, est sans doute moins vulnérable au mal d'être, aux détresses psychologiques qui entraînent désormais si souvent des détresses physiques. C'est un appel à l'équilibre dans notre ordre de valeurs. Un appel à nous donner collectivement des repères autres que matériels. J'aime croire que ce sage parlait d'avenir.